



Jusqu'à Quand ?

DES MILLIARDS POUR LES TRAVAILLEURS, RIEN POUR LES SPÉCULATEURS !

N°4

Retrouvons notre confiance de classe !

La crise serait une fatalité, une sorte de catastrophe naturelle, style tsunami, face à laquelle on ne peut que s'adapter, essayer de limiter les dégâts, tous unis, riches et pauvres sur le même bateau, dans une même détermination... Ou alors, deuxième version, c'est la faute à quelques-uns, une minorité de financiers, des pas honnêtes, qui font la honte à une corporation honorable.

Le pire, c'est qu'on y croit. Et que nos syndicalistes respectables, sensés parler pour nous et nous guider, parce que plus malins que nous, y croient aussi. Ou alors, ils font semblant...

Pourtant, cette crise, ce n'est pas un épiphénomène, une perversion d'un système naturellement vertueux. Cette crise, c'est un épisode logique d'un système global qui place comme valeur suprême la concurrence, la réussite individuelle, et tant pis pour qui crève en route.

Cependant, un autre futur est possible : ce que des hommes ont bâti, en vue de leur intérêt personnel, des hommes peuvent le détruire, en vue de l'intérêt de tous.

Les richesses appartiennent à tous et non à quelques privilégiés qui ont le fric. Parce que tous les produisent, et non quelques nantis. Les richesses doivent être partagées entre tous ici (en Europe) et là-bas (en Afrique, par exemple), puisque ici et là-bas, ce sont les mêmes qui nous exploitent.

C'est curieux, quand même, on nous parle de la nécessaire concurrence, des lois économiques, de la grandeur de la France. Rien que des abstractions.

Et pas un mot pour tous ceux, nos compagnons, qui, ici et là-bas, crèvent de misère, et qui eux sont bien réels.

D'autres individus, bien réels aussi luttent pour défendre leur emploi et, au-delà, leur dignité. Parce que le mépris grossier de Sarkozy et de ses potes, grands patrons et banquiers, ça ne fait plus rire.

Parce que, dans ces luttes, on fait l'expérience de notre force collective et de notre créativité. Et que peut-être on est amené à penser et à sentir que tous ces guignols qui nous embrouillent avec leurs chiffres et leurs discours incompréhensibles, on peut peut-être s'en passer et construire, ensemble une autre société. Sans demander à l'État de nous défendre ; il n'est pas là pour ça, il est là pour défendre le désordre en place, éventuellement en fournissant des placebo qui feront mieux avaler la pilule et, si nécessaire, en sacrifiant médiatiquement quelques « brebis galeuses » qui, soyons rassurés, s'en sortiront mieux que les licenciés de leurs entreprises. Sans faire non plus confiance aux leaders syndicaux,

permanents qui de ce fait sont maintenant du même monde que ceux avec qui ils négocient. On nous avait dit que le système est trop complexe pour que nous puissions le gérer. Et nous nous apercevons que cette complexité est, pour une grande part construite pour nous embrouiller et, qu'après tout, on peut vivre et penser autrement.

Ici et maintenant, des luttes se mènent un peu partout ou se sont menées, en Guadeloupe ou ailleurs. Les modalités en sont décidées en assemblées générales et non par les bureaucraties syndicales.

Ici et maintenant, dans ces luttes concrètes, des hommes et des femmes font l'expérience de ce que peut être demain, l'autogestion, un futur qui ne soit pas celui, catastrophique, qu'on nous présente comme inéluctable. Ici et maintenant nous pouvons expérimenter le monde qu'entrevoient déjà les travailleurs de jadis : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.

30 avril : débat

Le syndicalisme comme projet de société
à 20 H00 - 44, rue Burdeau 69001 LYON

1er mai : Manifestation

Cortège rouge et noir
Métro Debourg – 10 h 00

Lisez et soutenez le
COMBAT

SYNDICALISTE

Mensuel des syndicats CNT

3 numéros gratuits ou 1 an
d'abonnement à 22 euros

À Combat syndicaliste : c/o CNT31,
18 av. de la Gloire, 31500 Toulouse

Suppression de la taxe professionnelle Qui va payer le manque à gagner ?

Permanents syndicaux contre salariés ?

29 janvier, 19 mars et...1er mai.

Le MEDEF rêvait de réussir son hold-up, les centrales syndicales sont en train d'exaucer leur rêve. Les bureaucraties syndicales ont toujours le bon argument : « *les salariés ne sont pas prêts à partir en reconductible* ».

Cet argument n'est pas recevable. Oui, en effet, tous les salariés ne souhaitent pas partir en reconductible. Mais qui empêchent les syndicats de faire converger les plus déterminés d'entre nous ?

Oui, en effet, les salariés craignent de se mettre en grève pour perdre une fois de plus. Mais qui les a habitués à des grèves d'une journée et à des stratégies perdantes ?

Nous devons nous doter de nos propres outils syndicaux pour nous défendre et imposer la grève générale.

Des syndicats autofinancés, indépendant du patronat et de l'État.

Des syndicats sans permanents, ceux-ci privilégiant l'intérêt de leurs organisations et de leur petite place à celle de la classe ouvrière.

Un syndicalisme conscient que c'est la solidarité entre travailleurs qui fera avancer la société. **Un syndicalisme interprofessionnel,** donc.

Organisons nous en dehors des bureaucraties. Construisons nos propres outils !

La Taxe Professionnelle (TP) a longtemps été contestée par les patrons et leurs alliés politiciennEs : Mitterrand parlait d'« impôt imbécile » tandis que le MEDEF réclamait sa suppression à cors et à cris. Finalement, Sarkozy a annoncé sa disparition à l'horizon 2010. Pourtant, la TP est la première ressource fiscale des collectivités locales (région, département, communes). Elle représente par exemple un tiers des ressources du Grand Lyon.

Cette suppression aura trois conséquences logiques :

- une diminution drastique par les collectivités du budget dévolu aux services publics : équipements culturels et sportifs, services sociaux, espaces verts, crèches, écoles primaires, collèges, lycées, animations, centre de santé etc.

- une hausse des taxes payées par les particuliers. C'est le sens de la « taxe carbone » proposée par le gouvernement qui sera payée aussi bien par les locataires que par les propriétaires et les entreprises.

- une remise en cause de la décentralisation, les collectivités devenant encore plus dépendantes des dotations de l'État.

Le but est simple : faire un pas en avant vers la privatisation du service public. Ceci ne fait pas l'ombre d'un doute au vu des propositions de la « commission Balladur » qui cherchent à supprimer des postes de fonctionnaires en fusionnant des collectivités entre elles.

Les patrons menaçaient de délocaliser pour échapper à la TP. Mais ils oublient de dire que cette taxe est une compensation en échange des investissements publics qui profitent au patronat (tels les routes qui permettent aux marchandises de circuler). Désormais, seulEs les travailleurs et travailleuses devront mettre la main à la poche.

Les réformistes proposent de remplacer la TP par une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises plutôt que sur leurs biens immobiliers. Ceci permettrait de soulager les boîtes qui investissent beaucoup (industries...) au détriment des sociétés plus rentables (banques...). Les taxes sur les entreprises sont souhaitables car elles corrigent un peu l'inégale répartition des richesses entre le capital et le travail.

Mais la CNT ne saurait s'en contenter : ce que nous voulons, c'est l'expropriation et la reprise des entreprises par les salariéEs eux-mêmes. De tels « récupérations » ont eut lieu en Argentine suite à la crise financière, qu'est ce qu'on attend pour s'en inspirer ? Et si le service public est à défendre tant qu'il bénéficie au plus grand nombre, la CNT désire aller plus loin en mettant en œuvre des services « avec » le public. C'est-à-dire des services autogérés et gratuits, des services où les décisions seraient prises collectivement et où le pouvoir n'appartiendrait pas aux bureaucrates. Pour y parvenir l'essentiel est de retrouver confiance en la capacité de notre classe, c'est un des buts du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme.

CONTACTEZ NOUS !

**Union des syndicats
CNT du Rhône**

Pour recevoir des infos,
adhérer à la CNT...

44 rue Burdeau LYON 1er

● Mail : ud69@cnt-f.org
● Site : www.cnt69.org
● Tel : 04.78.27.05.80

LA CNT, c'est quoi ?

C'est choisir la solidarité contre l'individualisme et l'isolement, la lutte collective contre le chacun pour soi et l'espoir contre la résignation.

LA CNT EST UN SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE : parce que personne ne travaille à notre place, personne ne décide à notre place.

DE LUTTE DE CLASSE : parce que patrons et travailleurs n'ont jamais eu les mêmes intérêts. **REVOLUTIONNAIRE** : parce que capitalisme et libéralisme ne sont pas le seul avenir possible.

INTER-PROFESSIONNELLE : parce les travailleurs ont toujours les mêmes intérêts. **D'ACTION SOCIALE** : parce que la lutte se mène aussi hors de nos lieux de travail. **INTERNATIONALISTE** : parce que le capitalisme n'a pas de frontières, nous non plus !